

FAIRE ou ~~ACHETER~~

Une situation à peine dévoilée

Le CE extraordinaire de début novembre a permis de porter à la connaissance de tous une liste précise d'activités de production dont la Direction prévoit la mise en sous-traitance ou l'externalisation. Ceux qui doutaient encore à peine ne le peuvent plus désormais.

En peu de temps, la situation globale de l'entreprise n'a fait que se dégrader. Nos Directeurs, tout en continuant de masquer au maximum leurs véritables intentions, doivent au moins faire semblant de comprendre les attentes et les craintes légitimes des salariés. Dans ce but, ils usent de techniques de communication et de manipulation de l'information et continueront de le faire pour véhiculer une image artificielle de SPS.

Une Direction qui écrase et manipule

Depuis trop longtemps, la Direction refuse dialogue et transparence en se contentant d'avancer à la manière d'un rouleau compresseur. Tous les liens entre les dirigeants et les salariés, de même que ses représentants, ont été rompus. Plus personne ne conteste le fait que l'information allant de la base vers le « sommet », dès lors qu'elle diffère de leurs attentes dogmatiques, soit ne remonte pas par crainte de représailles, soit est balayée systématiquement d'un revers de main.

Aujourd'hui le comportement de la Direction se résume à du chantage permanent. Elle a perdu toutes les notions du respect. Elle fait établir des listes de mutables, puis procède à des mutations autoritaires. Elle fuit ses responsabilités et charge la charrette des hiérarchies intermédiaires en leur attribuant un rôle répressif. Elle n'a plus de limite. Elle bafoue les accords d'entreprise et le code du travail, se sachant presque hors d'atteinte du fait de la lourdeur des procédures juridiques. Nous en avons la preuve avec le dossier du non respect des limites légales du temps de travail. Elle a été condamnée mais continue à passer sous silence de fréquentes infractions. La mascarade des JRTTE s'ajoute à la liste. Que dire, à titre d'exemple, de la dernière Négociation Annuelle Obligatoire sur l'intégration des travailleurs handicapés ?

Quoi ajouter avec le dernier épisode du CET ? Comment qualifier la volonté de la Direction de ne pas dévoiler trop tôt et précisément son triptyque « Horizon 2007, Haillan 2007 et Faire ou Acheter » ?

Pour les salariés, les plans de communication ne peuvent pas cacher la triste situation de SPS. Les clients, les institutionnels et plus généralement les extérieurs à l'entreprise, peu ou mal informés, risquent de se faire bernier. C'est pourquoi SUD, par exemple lors de la « journée P80 », n'a pas manqué de faire connaître au président du conseil régional, A.Rousset, une autre vision de cette entreprise.

Les armes de la Direction

Dans l'entreprise, pour dérouler ses projets néfastes aux intérêts des salariés, la Direction utilise ses armes maîtresses.

Tout d'abord la peur. Aujourd'hui, dans une société où les perspectives d'avenir n'inspirent pas confiance, la peur lui sert d'alliée. Et à l'intérieur de l'entreprise, la peur se décline à plusieurs niveaux. Citons entre autres la peur de la hiérarchie, de ne pas être augmenté, d'être muté à l'intérieur de SPS ou du Groupe, d'être mis en concurrence (déloyale bien sûr), d'être envoyé au placard, la peur d'un plan social, du licenciement... Si toutes ces peurs n'existaient pas ou n'étaient pas entretenues, la politique actuelle de la Direction ne pourrait pas passer. Cette peur amène les salariés à se replier sur eux-mêmes, baisser la tête, fermer les yeux et à ne plus penser qu'individuellement.

Puis vient ensuite l'arme de la culpabilisation des salariés. En conséquence on enregistre de très nombreux dépassements des horaires légaux de travail, des dossiers sont amenés « à la maison », des jours de congés ne sont pas pris, etc.

SUD dénonce et revendique. SUD pense que les choses ne peuvent pas toujours se régler dans les salons autour d'une table dite de « négociation ». Les élus ne peuvent pas tout. Si chacun d'entre nous reste en retrait et n'ose pas dire son opinion, la partie sera gagnée par la Direction.

C'est dans cet esprit que SUD ne peut que regretter l'absence de soutien et de mobilisation de la part des autres organisations syndicales.

Et la sous-traitance dans tout ça !

Voici deux façons de présenter les choses :

Version Direction : « C'est une nécessité, il faut acheter plus d'activité de production pour se concentrer sur » Ici, pas de chiffre, rien que du discours. En clair, salariés de SPS soyez tranquilles, votre PDG, entouré de ses lieutenants, s'occupe de votre avenir.

Version SUD : L'objectif de « Faire ou Acheter » est d'accroître, au bout de deux ans, de 20% le volume d'activités sous-traitées pour la seule par production comptabilisée sur OF. Cela représentera concrètement 35000 heures mises à l'extérieur pour une charge pilotée de 280 000 heures et donc l'équivalent de 40 emplois SPS en moins (spécifiques+non spécifiques). En fait ce projet touchera directement bien plus de 100 salariés. Rappelons qu'à ce jour la sous-traitance pour la production se chiffre déjà 175 000 heures (l'équivalent de 180 emplois envoyés hors SPS). Aujourd'hui beaucoup déplorent de voir des ateliers et des bâtiments vides. L'automatisation des moyens de production y a contribué. Mais la raison majeure se limite au fait que la Direction de SPS met sa production dehors et baisse ses effectifs pour assouvir l'appétit des actionnaires. Par ce moyen elle contribue également à rogner les acquis sociaux et s'attaque au coût du travail au détriment des salariés.

La Direction n'a souvent qu'un mot à la bouche : s'améliorer. Que fait-elle pour améliorer la condition de ses salariés ? On entend dire : « on n'est pas malheureux à SPS, il n'y a qu'à aller voir à l'extérieur comment ça se passe ». Et bien oui, à l'extérieur ça se passe souvent mal, voire très mal et ce n'est pas dans cette voie qu'il faut se diriger. Or, la politique de sous-traitance nous y conduit tout droit.

Alors sous des prétextes d'incertitudes de charge, de marchés très concurrentiels, pouvons-nous accepter l'accélération de la sous-traitance et de l'externalisation, de laisser partir continuellement nos savoir-faire et de ne pas s'opposer au dumping social. Le travail est là et peu d'entreprises ont la chance de connaître des prévisions de charge comme celles de SPS.

Mettre un point d'arrêt

Si la Direction nous a donné quelques éléments sur les projets de sous-traitance de production, elle n'a toujours pas fait la lumière sur l'ensemble de l'entreprise et n'a pas répondu à toutes les questions. L'avenir des salariés passe par la connaissance des intentions de la Direction. Ces informations sont capitales pour que vous et nous puissions réagir. Les informations données lors du CE extraordinaire du 7 novembre montrent que la Direction cherche systématiquement à cacher ses projets. La sous-traitance de la « découpe » a été présentée lorsque le dossier était quasiment bouclé. D'autres sujets n'ont même pas fait l'objet de présentation. Sur la base d'éléments concrets et indiscutables, on peut affirmer que la situation est déjà préoccupante. SUD pense que la politique actuelle est inacceptable et que le projet « Faire ou Acheter » ne doit pas se poursuivre. Depuis plusieurs mois, et malgré des demandes réitérées, la Direction refuse de faire toute la lumière sur ses projets (Horizon 2007, Haillan 2007, Faire ou Acheter).

Demain, jeudi 30 novembre à 08h30, se tiendra la réunion mensuelle du CE.

La question de la sous-traitance et de toutes ses conséquences, sur tout le périmètre de SPS, va être posée encore une fois. La Direction ne peut plus se réfugier derrière de fausses excuses et doit répondre. Le 28 novembre, SUD a proposé un projet de motion à voter lors de la réunion plénière du comité, motion demandant le retrait immédiat du projet « Faire ou Acheter ». Mais il ne faut pas en rester là.

Avant cette réunion, SUD appelle les salariés à un débrayage, demain, dès 7h00 pour revendiquer :

- L'information des salariés sur tous les projets de sous-traitance et leurs conséquences
- Le retrait immédiat du projet « Faire ou Acheter »

Peu importe les étiquettes, seule la revendication compte !